

France-Toulon: Health and safety consultancy services

OJ S 112/2021 11/06/2021

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: MINDEF/SGA/DCSID/ESID Toulon

Postal address: BCRM Toulon — ESID TLN — BP 71

Town: Toulon Cedex 9

NUTS code: FRL05 Var

Postal code: 83800

Country: France

E-mail: Esid-toulon-sai.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 422436462

Fax: +33 422434409

Internet address(es):Main address: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**I.3. Communication**

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**I.4. Type of the contracting authority**

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Defence

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

BBD-Toulon — accord-cadre pour des prestations de Coordonnateur sécurité protection santé de deuxième et troisième catégorie (CSPS)

Reference number: 2021-ESID-TLN-0184

II.1.2. Main CPV code

71317210 Health and safety consultancy services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le présent avis d'accord-cadre concerne un dépôt de candidatures. Le projet d'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est passé en appel d'offres restreint selon les articles R. 2124-1 et R. 2161-6 à R. 2161-11 du code de la commande publique. Le projet d'accord-cadre est sensible, conformément à l'article 78 de l'IGI 1 300. Il est scindé en deux étapes:

- 1) le choix des candidats, et
- 2) l'invitation des candidats sélectionnés à présenter une offre.

L'accord-cadre à bons de commande est passé avec un minimum de 40 000 EUR HT sur quatre ans et sans montant maximal sur quatre ans, selon les dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les prestations portent sur l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les phases de conception et de réalisation pour des opérations 3e et 2e catégories. La zone géographique concerne tous les sites de la base de défense de Toulon.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71317210 Health and safety consultancy services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRL05 Var

II.2.4. Description of the procurement

Les prestations portent sur l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les phases de conception et de réalisation relatives à des opérations de bâtiment, de génie civil et d'infrastructures industrielles, pour des opérations 3e et 2e catégories. La zone géographique concerne tous les sites de la base de défense de Toulon (communes de Toulon, la Farlède, la Crau, Saint-Mandrier, Hyères (compris les îles du Levant et de Porquerolles), Cuers, Le Pradet, La valette, Six-Fours, ...). Le volume prévisionnel annuel des commandes pour les opérations de 3e catégorie est de 20 par an, et pour les opérations de 2e catégorie, ce volume est de 30 par an.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 40

Price - Weighting: 60

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Durée totale: quatre ans (un an reconductible tacitement trois fois).

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Le projet d'accord-cadre objet du présent AAPC est sensible, conformément aux dispositions de l'article 78 de l'IGI 1 300. Les documents à fournir impérativement à l'appui de la candidature sont indiqués dans l'annexe 2 de l'avis d'appel public à la concurrence téléchargeable sur le site: <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le numéro de la consultation: 2021-esid-tln-0184.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- la lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté;
- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat il est demandé à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification, les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire, dont l'offre est classée immédiatement après, est sollicité pour produire les documents nécessaires. Les preuves demandées sont les suivantes:
 - l'acheteur accepte comme preuve suffisante, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1o et 3o de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique, une déclaration sur l'honneur;
 - l'acheteur accepte comme preuve suffisante, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents;
 - le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail;
 - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, attestant de l'absence de cas d'exclusion;
 - lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés;
- l'attributaire pressenti fournira également:
 - le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales;
 - le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition

d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- la déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) — ou équivalent, dûment rempli et daté;
- chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois dernières années.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Copie de l'assurance pour risques professionnels d'un niveau adapté au marché;
- effectif moyen annuel détaillé;
- liste des moyens en matériels dont disposera le candidat pour la réalisation de ce marché;
- liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes;
- certificats de qualification exigés: compétence de niveau 2 et certificats de qualification conformes aux dispositions R. 4532-23 à R. 4532-37 du code du travail.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres du ministère des armées. Le paiement se fait sur factures. Les prix sont révisables. Le délai global de paiement est de 30 jours au maximum. Le mode de règlement sera le virement par mandat administratif. Il n'est pas prévu de paiement d'avance au titre de l'accord-cadre. Les modalités seront décrites dans le CCAP. Il n'est pas prévu de retenue de garantie. Le projet d'accord-cadre objet du présent AAPC est sensible, conformément aux dispositions de l'article 78 de l'IGI 1 300.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Restricted procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 27/07/2021 Local time: 15:30

IV.2.3.

Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

Date: 01/09/2021

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

L'accord-cadre sera passé avec un entrepreneur unique ou avec un groupement dont la forme est laissée librement au choix des candidats mais dont le mandataire sera obligatoirement solidaire de chacun des membres de ce groupement. Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants. Toute demande de précisions sera à formuler par écrit via la Plateforme des achats de l'État (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidatures seront jugées, en tenant compte des critères suivants: capacités professionnelles, techniques et financières.

Les justificatifs de candidature sont à fournir, le cas échéant, par chacun des membres du groupement. De même, en cas de sous-traitance, le candidat fournira les documents de candidature ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant présenté. La présente consultation est au stade de la phase de sélection des candidatures, les documents de consultation (CCTP, CCAP, ...) ne sont donc pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés.

Le dispositif «Document unique des marchés européens (DUME)» peut être mis en œuvre pour la présente consultation. Quel que soit le dispositif retenu, les documents relatifs à la candidature doivent contenir l'ensemble des éléments demandés dans l'avis d'appel à la concurrence section III «Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique» aux rubriques III.1.1, III.1.2 et III.1.3. Les modalités de transmission des candidatures et du dispositif DUME sont détaillées dans l'annexe 1 du présent avis d'appel public à la concurrence.

Renseignements d'ordre administratif: coordonnées de l'acheteur désigné: M. Elmi Isman Djama, tél: +33 422436462 — télécopie: +33 422434409.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine — CS 40510

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83041

Country: France

E-mail: Grefte.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 494427989

Internet address: <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs en matière de marchés publics de Marseille, Préfecture de région PACA,
Postal address: Place Félix Baret — CS 80001
Town: Marseille Cedex 06
Postal code: 13282
Country: France
E-mail: Catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr
Telephone: +33 484354554
Fax: +33 484354460

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

- référé précontractuel (article L. 551-1 et suivants du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat;
- référé contractuel (article L. 551-13 et suivants du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat);
- recours en contestation de validité du contrat (issu de la jurisprudence «Tarn-et-Garonne» n° 358994 du 4.4.2014) qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Toulon
Postal address: 5 rue Racine — CS 40510
Town: Toulon
Postal code: 83041
Country: France
E-mail: Greffes.ta-toulon@juradm.fr
Telephone: +33 494427930

VI.5. Date of dispatch of this notice

07/06/2021